

▶ DEUX QUESTIONS À...



PIERRE TROVEL

JEAN-JACQUES CANDELIER, DÉPUTÉ PCF DU NORD.

HD. Vous vous êtes rendu à l'usine Renault de Douai ce 2 mars. Pourquoi?

JEAN-JACQUES CANDELIER. Avec Marc Dolez, député (PG), nous avons demandé un entretien à Philippe Descamps, directeur de cette usine. Nous étions vraiment inquiets pour l'avenir du site après avoir appris que la ligne 18 serait purement et simplement démontée. Nous voulions en discuter avec lui. Mais il ne

« Un député peut visiter les prisons, mais le directeur d'une usine Renault refuse de nous recevoir ? »

nous a répondu que le 1^{er} mars en nous renvoyant à un certain Philippe Thonier, délégué aux affaires publiques. Nous avons vraiment pris cette réponse pour du mépris, d'autant que des élus, de droite pour la plupart du Douaisis, devaient être reçus par M. Descamps le lendemain... Nous nous sommes donc rendus devant l'usine avec une dizaine d'élus, on s'est installés devant le portail en

demandant à être reçus sur-le-champ par le directeur. En tant que députés, nous pouvons entrer et même visiter les prisons, mais le directeur d'une usine Renault refuse de nous recevoir ? C'était impensable.

HD. Avez-vous finalement été reçus ?

J.-J. C. Il nous a fallu profiter de la sortie d'un ouvrier pour pouvoir rentrer et nous planter devant l'immeuble de la direction. On nous a envoyé le DRH et, enfin, au bout de 2 heures d'attente, M. Descamps nous a ouvert sa

porte. Pensez que l'usine de Douai comptait 9 600 ouvriers en 1986 et plus que 5 200

aujourd'hui ! Et la direction se permet de distribuer des primes de 10 000 euros à 2 800 cadres, alors que l'État a versé 3 milliards d'euros à Renault pour financer le chômage partiel ! Le directeur nous a confirmé ces éléments et a promis de nous recevoir en septembre. Mais nous avons bien fait de forcer la porte car Renault doit rendre des comptes aux élus du peuple !

ENTRETIEN RÉALISÉ
PAR VINCENT BORDAS

L'HUMANITÉ DIMANCHE 20 04.03.10